



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Ministère de la Justice

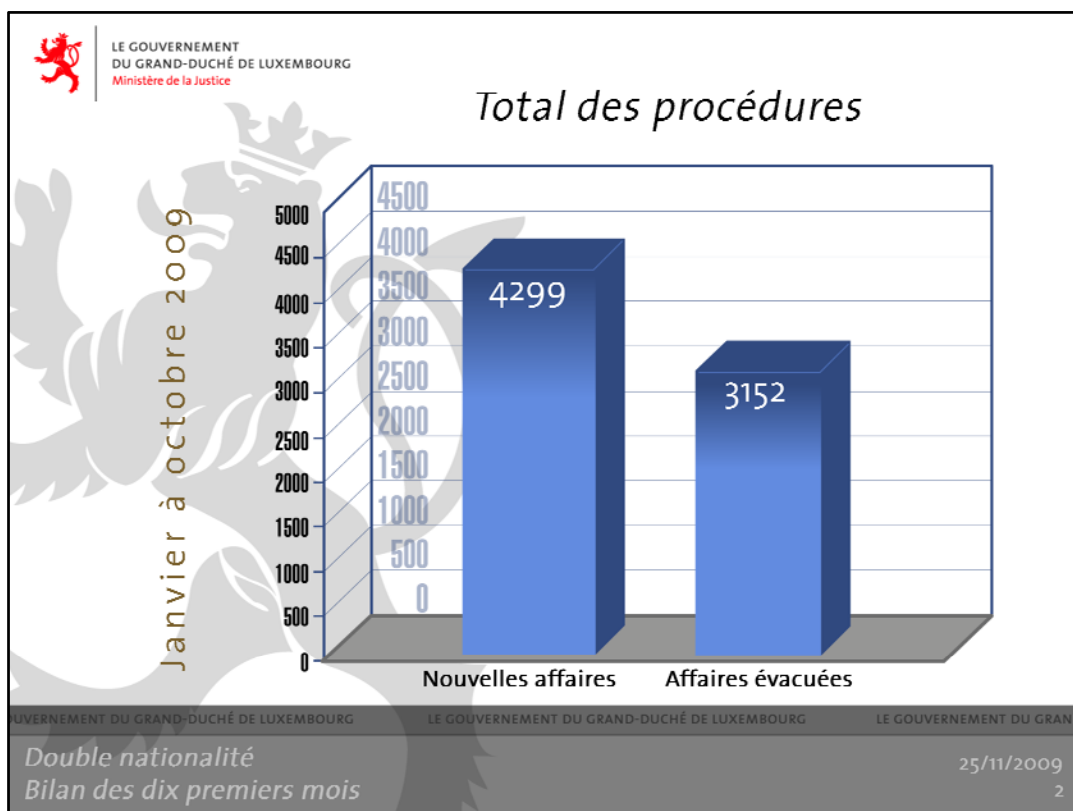
Double nationalité Bilan des dix premiers mois

Conférence de presse du ministre de la Justice
François Biltgen
25 novembre 2009

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

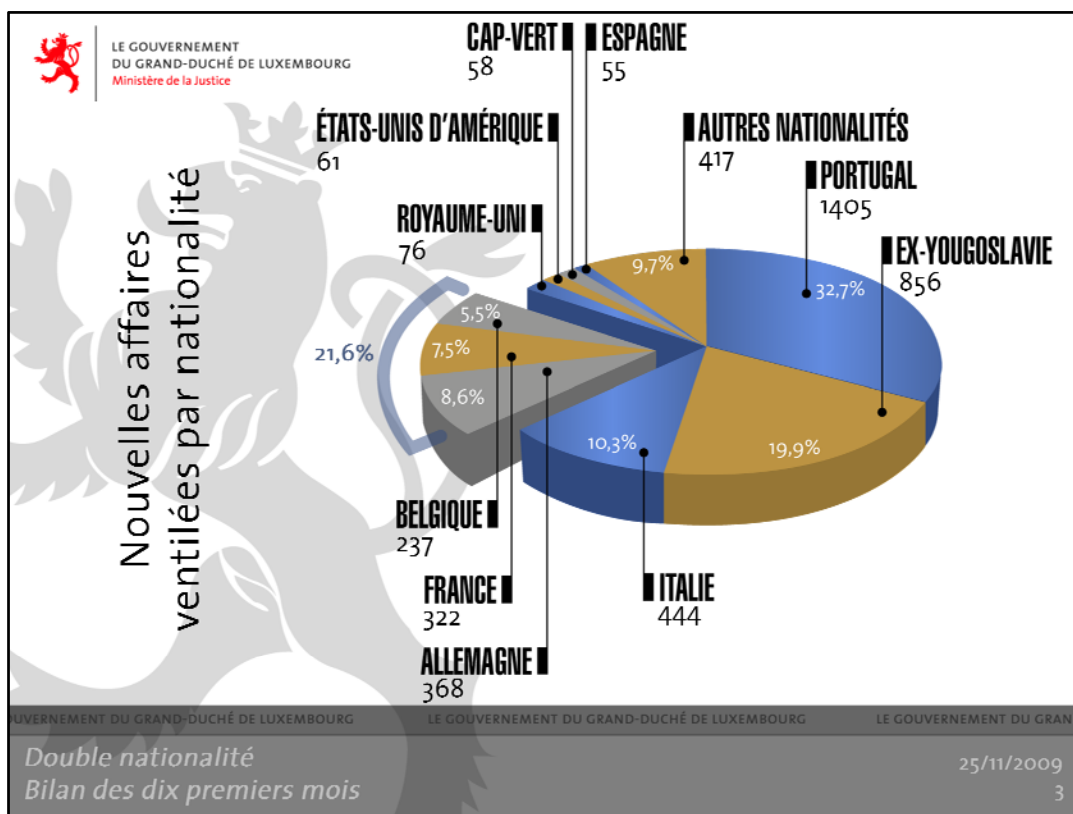
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Le graphique représente les nouvelles demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise transmises au ministère de la Justice au cours des 10 premiers mois de l'année 2009. Leur nombre s'élève à 4 299.

Au cours de la même période, le ministre de la Justice a accordé la nationalité luxembourgeoise à 3 152 personnes.

Il y a lieu de remarquer que la loi prévoit un délai de huit mois pour accorder respectivement refuser une demande en naturalisation.

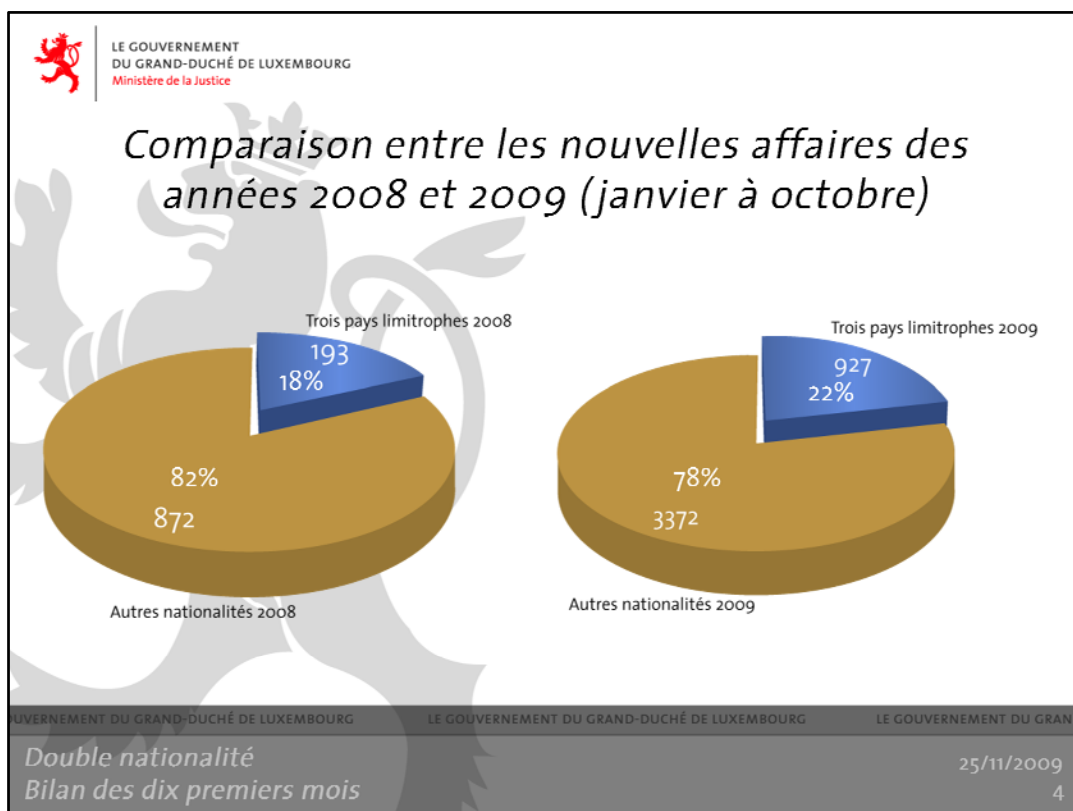


Le graphique indique le nombre des ressortissants étrangers ayant demandé la nationalité luxembourgeoise au cours des 10 premiers mois de l'année 2009.

Les pays d'origine des demandeurs sont représentés de façon décroissante sur le graphique.

Les 10 pays, dont les ressortissants ont le plus demandé la nationalité luxembourgeoise, constituent plus de 90% du total.

Les ressortissants du Portugal (32,7%), des 3 pays limitrophes du Grand-Duché (21,6%), des 7 républiques ex-yougoslaves (19,9%) et de l'Italie (10,3%) représentent à eux seuls presque 85% des demandeurs.



Les graphiques comparent les parts des ressortissants des 3 pays limitrophes du Grand-Duché ayant demandé la nationalité luxembourgeoise

1. en 2008 (sous l'empire de l'ancienne loi), et
2. au cours des 10 premiers mois de l'année 2009 (après l'introduction de la double nationalité).

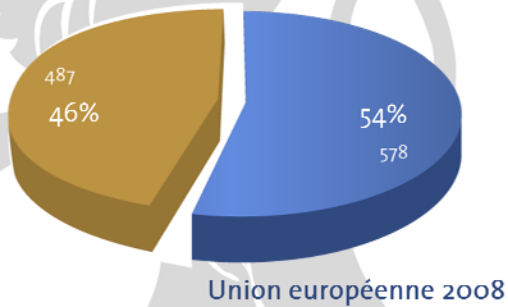
En 2009 la part des ressortissants des 3 pays limitrophes augmente de 4% par rapport à 2008.

La possibilité de pouvoir garder la nationalité de leurs ancêtres tout en devenant Luxembourgeois, incite de nouvelles catégories de personnes bien intégrées dans la société luxembourgeoise à franchir le pas.

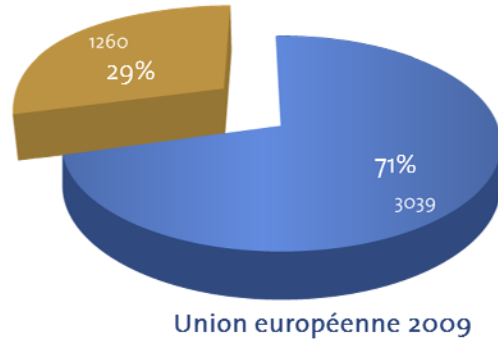


Comparaison entre les nouvelles affaires des années 2008 et 2009 (janvier à octobre)

Autres nationalités 2008

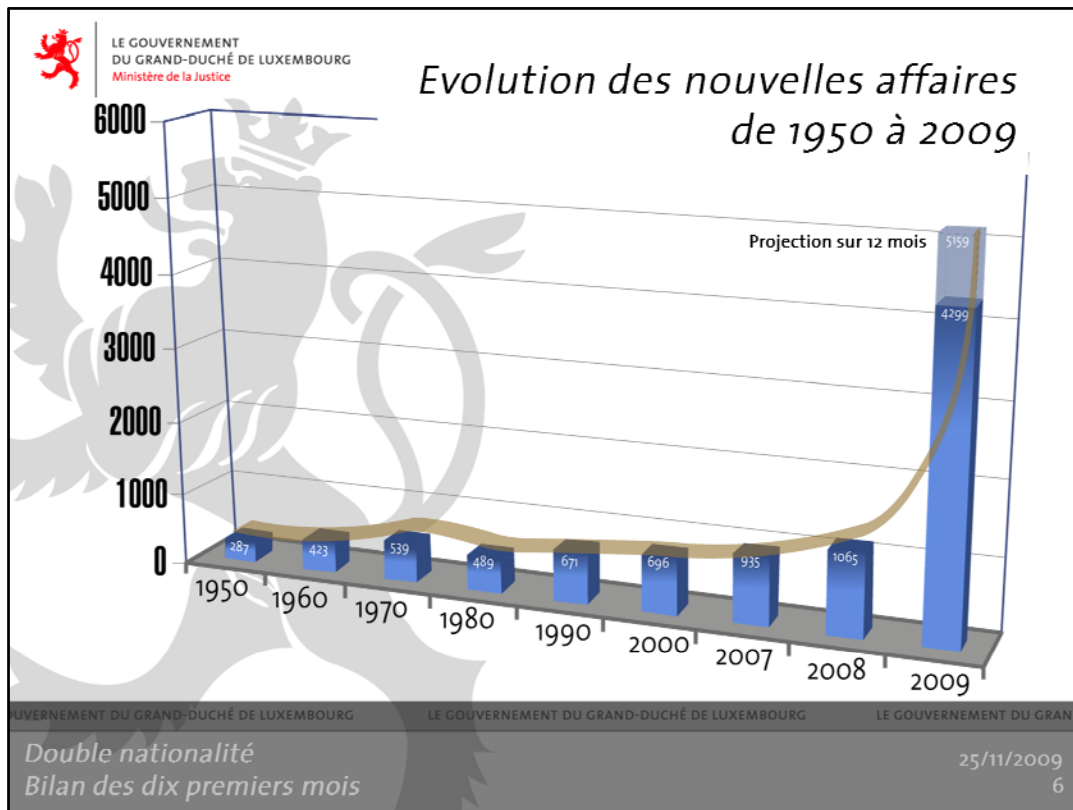


Autres nationalités 2009



Le phénomène décrit ci-avant s'accroît de façon substantielle si l'on prend en compte l'ensemble de l'Union européenne.

De 2008 à 2009 la part des ressortissants des pays membres de l'Union européenne ayant demandé la nationalité luxembourgeoise passe de 54% à 71%, ce qui représente une augmentation de 17%.

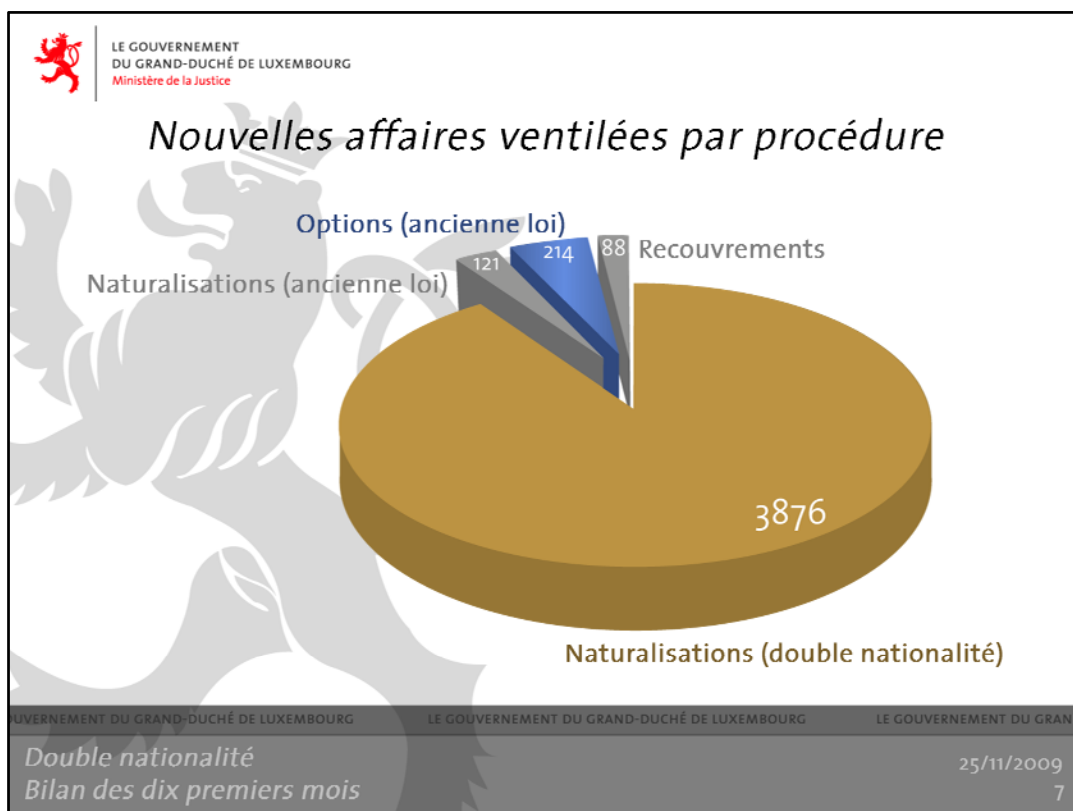


Le graphique représente l'évolution des demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise de 1950 à 2009.

On constate une augmentation constante de 1950 à 2008:
287 demandes en 1950, 1 065 demandes en 2008.

L'introduction de la double nationalité en 2009 a entraîné une multiplication des demandes:
4 299 demandes au cours des 10 premiers mois.

En prenant comme référence ce dernier nombre, on peut estimer à plus de 5 000 le nombre des demandes pour toute l'année 2009.



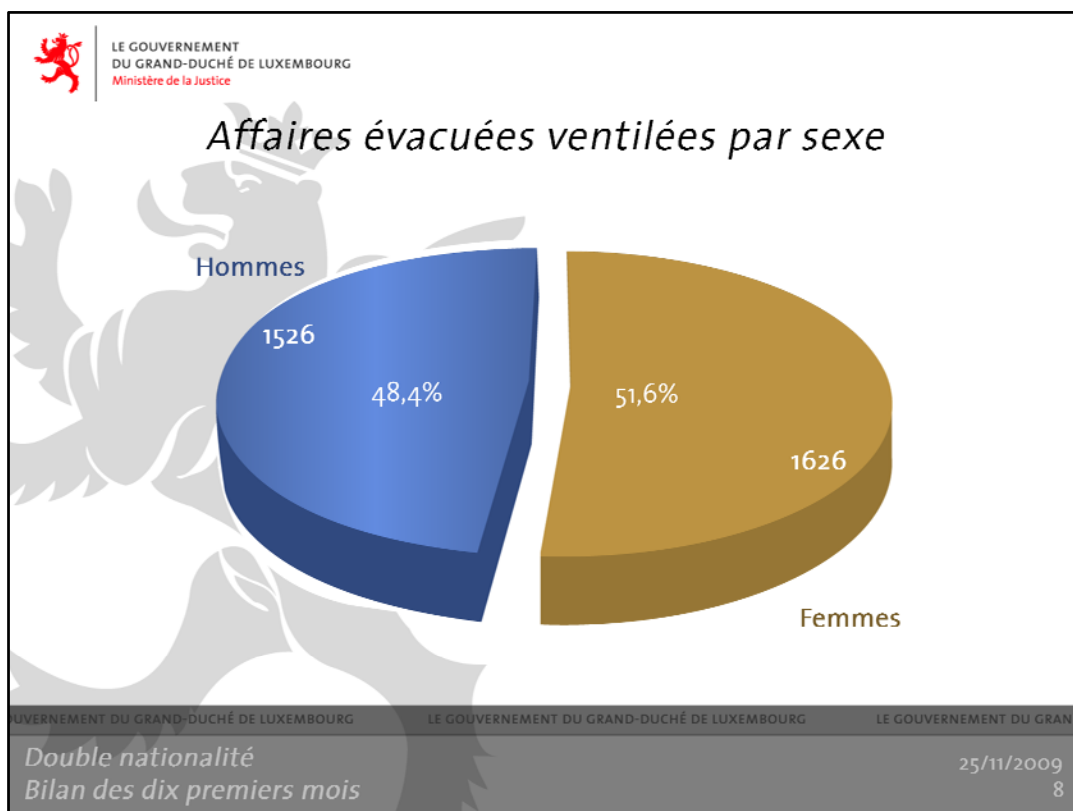
Le graphique indique les demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise introduites au cours des 10 premiers mois de l'année 2009, ventilées par procédure.

La très grande majorité des demandes est constituée par les naturalisations basées sur la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise ayant introduit la double nationalité.

Les procédures de recouvrements sont peu nombreuses.

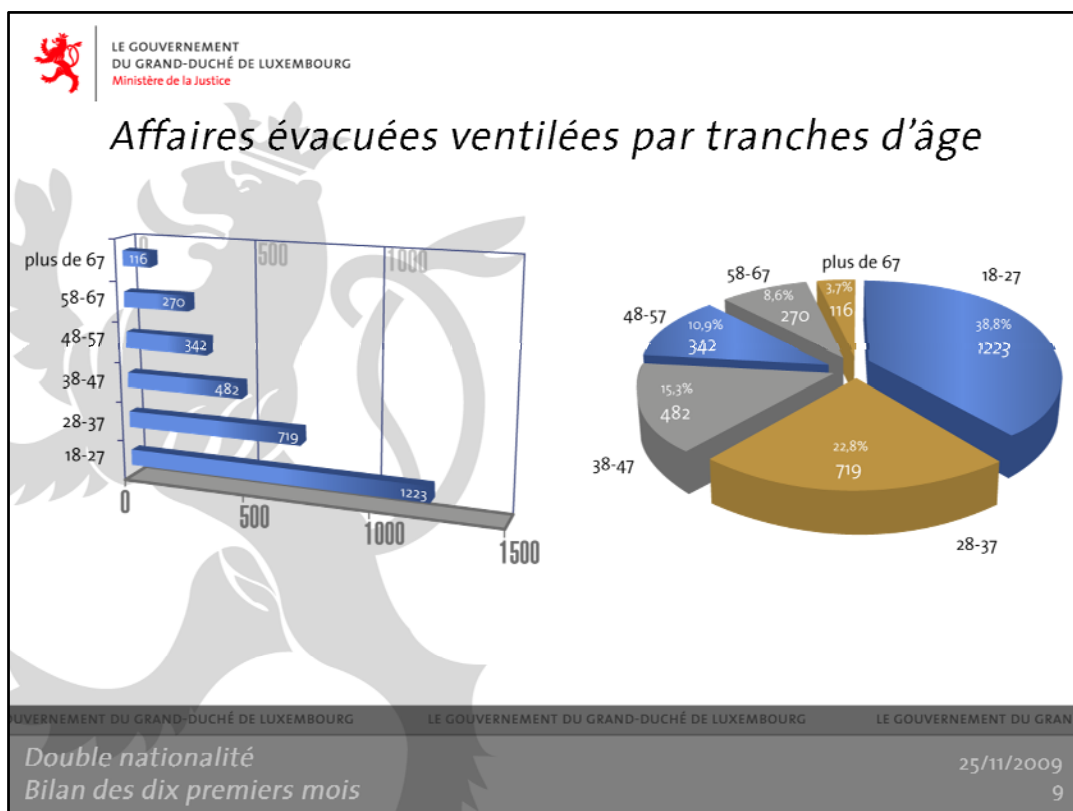
On constate notamment un faible impact du nouveau mode de recouvrement, permettant de demander la nationalité luxembourgeoise à toute personne, ayant un aïeul qui possédait la nationalité luxembourgeoise à la date du 1er janvier 1900. Probablement les personnes ciblées par cette nouvelle disposition législative, dont la grande majorité réside à l'étranger, ou bien n'ont pas encore eu connaissance de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise, ou bien ne sont pas assez motivées pour se déplacer au Grand-Duché en vue de souscrire une demande de recouvrement.

Une disposition transitoire de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise permet de finaliser les naturalisations et options faites sous l'empire de l'ancienne loi. Ces procédures ont été transmises au nombre de 335 au ministère de la Justice.



Le graphique représente les parts respectives des hommes et des femmes ayant acquis la nationalité luxembourgeoise au cours des 10 premiers mois de l'année 2009.

On constate une répartition assez équilibrée entre les deux sexes, avec un léger avantage aux femmes.



Les deux graphiques représentent les personnes ayant acquis la nationalité luxembourgeoise au cours des 10 premiers mois de l'année 2009, ventilées par tranches d'âge.

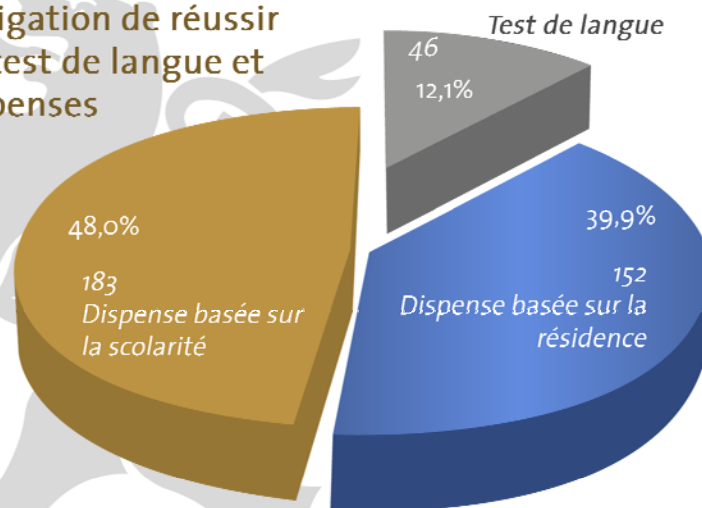
On constate une prédominance des jeunes tranches d'âge, celles de 18 à 27 ans et de 28 à 37 ans. Ces deux tranches d'âges prises ensemble représentent presque les 2/3 (61,6%) des nouveaux Luxembourgeois.

Le premier graphique représente une demi-pyramide des âges, hommes et femmes réunis, qui fait apparaître un profil classique.



Affaires évacuées en octobre 2009

Obligation de réussir au test de langue et dispenses

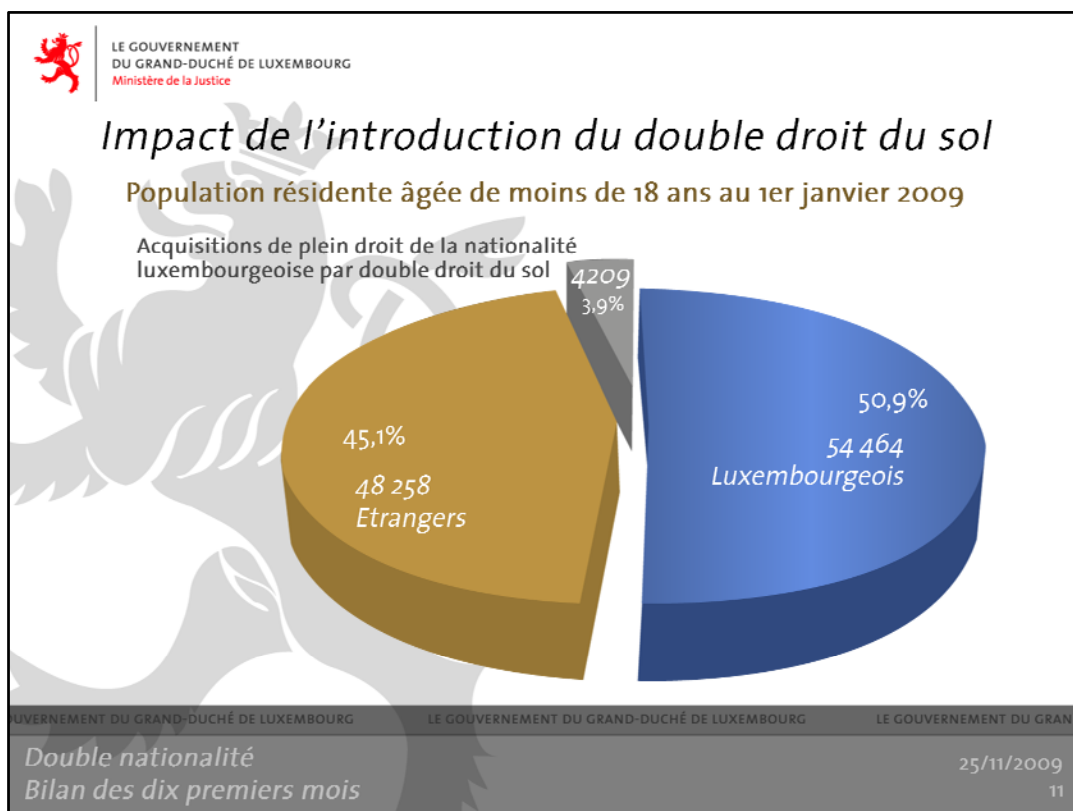


Le graphique représente les naturalisations basées sur la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise, que le ministre de la Justice a accordées au cours du mois d'octobre 2009.

Sont indiquées les parts respectives des demandeurs obligés par la loi de se soumettre à l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée et de ceux qui en sont dispensés

1. parce qu'ils ont accompli au moins 7 années de leur scolarité au Luxembourg dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, ou bien
2. parce qu'ils ont disposé d'une autorisation de séjour au Luxembourg avant le 31 décembre 1984 et y résident depuis au moins cette date.

On constate que les demandeurs ayant dû réussir au test de langue ne représentent que 12,1% du total. La très grande majorité des demandeurs (87,9%) ont bénéficié d'une dispense. Les deux motifs légaux de dispense se répartissent de manière plutôt égale.



Le graphique représente la totalité de la population résidente n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans au 1^{er} janvier 2009, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise.

Toutes les personnes, qui sont nées entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 2008 au Grand-Duché de parents étrangers dont un au moins y est également né, ont acquis de plein droit la nationalité luxembourgeoise en vertu d'une disposition transitoire de la nouvelle loi.

Le graphique illustre l'impact de ce nouveau mode d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

Au 1^{er} janvier 2009, le nombre des Luxembourgeois nés au cours des années 1991 à 2008 est passé de 54 464 à 58 673. La part des Luxembourgeois au sein de la population considérée est passé de 50,9% à 54,8%.

On peut prévoir qu'à l'avenir l'impact de l'introduction du double droit du sol sur la nationalité des enfants nés au pays ira grandissant, alors que le Grand-Duché a connu une forte augmentation de l'immigration à partir de la fin des années 1960.